|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| Macintosh HD:Users:bilodeau:Desktop:logos:template 2017:un.emf | Macintosh HD:Users:bilodeau:Desktop:logos:template 2017:unep-old.emf | **CBD** |

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| CBD_logo_fr-CMYK-black [Converted] |  | Distr.  GÉNÉRALE  CBD/SBSTTA/REC/23/6  29 novembre 2019  FRANÇAIS  ORIGINAL : ANGLAIS |

ORGANE SUBSIDIAIRE CHARGÉ DE FOURNIR DES AVIS SCIENTIFIQUES, TECHNIQUES ET TECHNOLOGIQUES

Vingt‑troisième réunion

Montréal (Canada), 25‑29 novembre 2019

Point 7 de l’ordre du jour

# recommandation adoptÉe par l’organe subsidiaire chargÉ de fournir des avis scientifiques, techniques et technologiques

## 23/6. Projet de propositions relatives au renforcement de la coopération technique et scientifique à l’appui du cadre mondial de la biodiversité pour l’après-2020

*L’Organe subsidiaire chargé de fournir des avis scientifiques, techniques et technologiques,*

*Soulignant* l’importance d’une coopération technique et scientifique robuste et d’autres moyens de mise en œuvre à l’appui de l’application du cadre mondial de la biodiversité pour l’après‑2020,

*Notant* les contraintes et les difficultés rencontrées dans l’exécution des programmes de coopération technique et scientifique au titre de la Convention,

*Reconnaissant* que la coopération technique et scientifique devra s’étendre à un large éventail de domaines et de disciplines pour soutenir l’intégration de la biodiversité dans d’autres secteurs, et pour s’attaquer aux facteurs de la perte de biodiversité,

*Rappelant* la décision 14/20, en particulier le paragraphe 3, et *prenant note* des discussions en cours sur l’information de séquençage numérique sur les ressources génétiques,

*Rappelant* l’importance du Centre d’échange de la Convention sur la diversité biologique en tant qu’élément essentiel pour favoriser la coopération technique et scientifique, comme indiqué dans le paragraphe 3 de l’article 18 de la Convention et dans la décision X/15,

1. *Prend note* des propositions visant à renforcer la coopération technique et scientifique à l’appui du cadre mondial de la biodiversité pour l’après‑2020, présentées à l’annexe I ci‑dessous ;
2. *Prie* la Secrétaire exécutive, conformément à la décision 14/24 et sous réserve des ressources disponibles, d’élaborer des propositions pour un processus inclusif d’examen et de renouvellement des programmes de coopération technique et scientifique, y compris de l’Initiative Bio‑Bridge, l’Initiative de restauration des écosystèmes forestiers et l’Initiative taxonomique mondiale, afin d’appuyer le cadre mondial de la biodiversité pour l’après‑2020, et de présenter ces propositions pour examen par l’Organe subsidiaire chargé de l’application à sa troisième réunion ;
3. *Invite* les Parties, les autres gouvernements et les organisations concernées, y compris les membres du Consortium de partenaires scientifiques sur la biodiversité à présenter à la Secrétaire exécutive, avant le 20 janvier 2020 :
   1. Leurs nouvelles vues et suggestions concernant les propositions mentionnées au paragraphe 1 ci‑dessus, y compris des éléments de coopération technique et scientifique visant à faciliter l’analyse prospective, l’évaluation et le suivi des technologies, en évitant la répétition de technologies connexes examinées par le groupe spécial d’experts techniques sur la biologie de synthèse ;
   2. Des exemples de mécanismes institutionnels, partenariats, réseaux et arrangements institutionnels régionaux et sous‑régionaux efficaces ;
4. *Prie* la Secrétaire exécutive de poursuivre l’élaboration des propositions mentionnées au paragraphe 1 ci‑dessus, en tenant compte des avis et des amendements fournis à l’annexe I ci‑dessous et des communications des Parties, des autres gouvernements et des organisations concernées et de présenter les propositions actualisées pour examen par l’Organe subsidiaire chargé de l’application à sa troisième réunion et par le Groupe de travail à composition non limitée sur le cadre mondial de la biodiversité pour l’après‑2020 à sa troisième réunion ;
5. *Prie également* la Secrétaire exécutive, lorsqu’elle s’acquittera de la tâche décrite au paragraphe 4 ci‑dessus, de fournir, dans la mesure du possible et sous réserve des ressources disponibles :
   1. Des informations sur les avantages et les inconvénients des trois options concernant les arrangements institutionnels ;
   2. Des informations sur les coûts associés aux trois options ;
   3. Une première compilation et analyse des informations émanant des arrangements institutionnels pertinents et des réseaux aux niveaux mondial, régional ou sous‑régional concernant différents thèmes, y compris les travaux en cours de la Plateforme intergouvernementale scientifique et politique sur la biodiversité et les services écosystémiques et de ses équipes spéciales ;
6. *Accueille avec satisfaction* le projet de mandat du Groupe consultatif informel sur la coopération technique et scientifique tel qu’il figure à l’annexe II ci‑dessous, et *invite* l’Organe subsidiaire chargé de l’application à l’examiner à sa troisième réunion et à faire une recommandation à la Conférence des Parties à sa quinzième réunion.

*Annexe I*

**PROJET DE PROPOSITIONS VISANT À RENFORCER LA COOPÉRATION TECHNIQUE ET SCIENTIFIQUE À L’APPUI DU CADRE MONDIAL DE LA BIODIVERSITÉ POUR L’APRÈS‑2020**

1. **Introduction**
2. Conformément à l’article 18(1) de la Convention sur la diversité biologique, les Parties contractantes doivent encourager la coopération technique et scientifique internationale dans le domaine de la conservation et de l’utilisation durable de la diversité biologique, au besoin par le biais des institutions nationales et internationales compétentes. D’autres parties de l’article 18 prient également les Parties, conformément à leur législation et à leurs politiques nationales, d’encourager et de mettre au point des modalités de coopération aux fins de l’élaboration et de l’utilisation de technologies, y compris les technologies autochtones et traditionnelles, conformément aux objectifs de la Convention, et, sous réserve d’accords mutuels, d’encourager l’établissement de programmes de recherche conjoints et de coentreprises pour le développement de technologies en rapport avec les objectifs de la Convention. En outre, des articles connexes portent également sur la coopération technique et scientifique, tels que les articles 12 (Recherche et formation), 16 (Accès à la technologie et transfert de technologie), 17 (Échange d’informations) et 19 (Gestion de la biotechnologie et répartition de ses avantages).
3. La Conférence des Parties a adopté un certain nombre de décisions concernant la coopération technique et scientifique et le transfert de technologie. Ce sont notamment les décisions VII/29, VIII/12, IX/14, X/16, X/23, XI/13, XII/2 B, XIII/23, XIII/31 et 14/24. Dans les décisions XI/2 et XII/2 B, le Secrétaire exécutif a été prié de mettre au point, en collaboration avec les organisations partenaires compétentes et dans la limite des fonds disponibles, une démarche de coopération scientifique et technique cohérente et coordonnée, afin de faciliter l’application pleine et effective de l’article 18 et des articles connexes de la Convention ainsi que du Plan stratégique 2011‑2020 pour la diversité biologique. Un certain nombre d’outils et d’initiatives telles que l’Initiative Bio‑Bridge, l’Initiative de restauration des écosystèmes forestiers, l’Initiative taxonomique mondiale et d’autres ont été élaborés pour promouvoir et faciliter la coopération technique et scientifique et le transfert technologique entre les Parties. Toutefois, divers problèmes et contraintes ont entravé ces initiatives.
4. À sa quatorzième réunion, la Conférence des Parties a prié la Secrétaire exécutive d’élaborer des propositions concernant un processus ouvert à tous pour examiner et renouveler les programmes de coopération technique et scientifique, afin d’appuyer l’élaboration du cadre mondial de la biodiversité pour l’après‑2020 (paragraphe 9 de la décision 14/24 B). Les propositions ci‑dessous ont été préparées en réponse à cette demande et dans le contexte des préparatifs du Cadre mondial de la biodiversité pour l’après‑2020. Devant les chiffres alarmants de la perte de biodiversité au cours des dernières décennies, le cadre sera conçu pour intensifier l’action et susciter un changement transformateur en faveur de la vision 2050 qui est de « vivre en harmonie avec la nature ». Pour réaliser de tels objectifs ambitieux, il faudra disposer de moyens solides et systématiques de mise en œuvre si l’on veut que des changements significatifs se produisent sur le terrain. Le renforcement de la coopération technique et scientifique, le transfert de technologie et la promotion de solutions innovantes, associant un large éventail d’acteurs, sont essentiels pour y parvenir.
5. Les propositions ont été élaborées en tenant dûment compte des observations et des besoins des Parties et des décisions pertinentes de la Conférence des Parties et se fondent sur les travaux menés précédemment sur la coopération technique et scientifique et le transfert de technologies dans le cadre de la Convention. Ils s’inspirent également de l’expérience et des enseignements tirés de diverses initiatives de coopération technique et scientifique menées dans le cadre de la Convention et en dehors[[1]](#footnote-2) et s’appuient sur les propositions antérieures concernant l’élaboration d’une approche cohérente et coordonnée de la coopération technique et scientifique et du transfert de technologie[[2]](#footnote-3), des propositions relatives aux mesures et mécanismes qui permettraient de faciliter l’accès aux technologies ainsi que leur adaptation et leur utilisation[[3]](#footnote-4), et des propositions relatives à la création d’une Initiative technologie et diversité biologique[[4]](#footnote-5).
6. Conformément à la décision 14/24, ce projet de propositions sera élaboré dans le cadre d’un processus inclusif. Dans un premier temps, la Secrétaire exécutive a entrepris une étude documentaire des décisions et initiatives antérieures pertinentes en matière de coopération technique et scientifique et de transfert de technologie et élaboré un projet de document qui a été examiné par le Comité consultatif informel du centre d’échange à sa réunion de juin 2019 et soumis à un examen collégial par le Bureau de l’Organe subsidiaire chargé de fournir des avis scientifiques, techniques et technologiques. Après examen par l’Organe subsidiaire chargé de fournir des avis scientifiques, techniques et technologiques à sa vingt‑troisième réunion, le projet de propositions révisé sera envoyé à toutes les Parties, aux autres gouvernements et aux organisations compétentes pour recueillir leurs observations et suggestions supplémentaires. Un troisième projet intégrant les observations reçues sera diffusé pour la deuxième réunion du Groupe de travail à composition non limitée sur le cadre mondial de la biodiversité pour l’après‑2020 et examiné plus avant par la Consultation thématique mondiale sur le renforcement des capacités et la coopération technique et scientifique qui doit se tenir le 1er mars 2020. Le quatrième projet de propositions révisé sera ensuite présenté à l’Organe subsidiaire chargé de l’application à sa troisième réunion, en mai 2020, et à la troisième réunion du Groupe de travail à composition non limitée sur le cadre mondial, en juillet 2020. Le projet final de propositions sera examiné par la Conférence des Parties à sa quinzième réunion en octobre 2020.
7. Dans le contexte de ces propositions, on entend par coopération technique et scientifique un processus selon lequel deux ou plusieurs pays ou institutions poursuivent leurs objectifs individuels ou collectifs en matière de biodiversité en coopérant ou en échangeant des connaissances scientifiques, des compétences, des données, des ressources, des technologies et un savoir‑faire technique. Ce processus peut comprendre la mise en valeur des ressources humaines, le renforcement des institutions, l’échange d’expertise, la formation conjointe, la recherche conjointe, le développement et la diffusion conjoints de technologies (y compris les technologies autochtones et traditionnelles) et le transfert de technologie et de savoir‑faire.
8. **But, objectifs et principes directeurs**

*a) But et objectifs*

1. Ces propositions ont pour but global de promouvoir et de faciliter la collaboration entre les Parties et les organisations compétentes afin de les aider à tirer efficacement parti de la science, de la technologie et de l’innovation pour soutenir l’application efficace du cadre mondial de la biodiversité pour l’après‑2020. Plus précisément, les objectifs seraient les suivants :
   1. Contribuer au développement et au renforcement des capacités nationales dans les domaines de la science, de la technologie et de l’innovation, grâce à la mise en valeur des ressources humaines et au renforcement des capacités institutionnelles[[5]](#footnote-6);
   2. Promouvoir et faciliter la mise au point, le transfert et l’utilisation de technologies, y compris les technologies autochtones et traditionnelles[[6]](#footnote-7);
   3. Promouvoir et encourager la recherche conjointe et la coopération en vue de l’utilisation des progrès scientifiques pour la recherche concernée[[7]](#footnote-8);
   4. Acquérir de l’expertise, et promouvoir et renforcer l’élaboration et la mise en œuvre de solutions novatrices, incluant la biotechnologie moderne et d’autres technologies émergentes, conformément aux réglementations nationales et selon le principe de précaution ;
   5. Faciliter l’accès aux données, informations et connaissances techniques et scientifiques pertinentes et l’échange de celles‑ci, notamment les résultats de la recherche technique, scientifique et socioéconomique, les connaissances spécialisées, les connaissances autochtones et traditionnelles et les meilleures pratiques[[8]](#footnote-9).

*b) Principes directeurs*

1. Compte tenu des expériences opérationnelles, des meilleures pratiques et des enseignements tirés de la mise en œuvre de divers programmes de coopération technique et scientifique, les initiatives de coopération technique et scientifique se fonderaient sur les principes suivants[[9]](#footnote-10) :
   1. *Action axée sur la demande :* Les activités d’appui à la coopération technique et scientifique seront menées en fonction de la demande et lancées sur requête des Parties et des institutions et parties prenantes concernées, notamment les peuples autochtones et les communautés locales, en fonction de leurs besoins identifiés et classés par ordre de priorité et conformément aux législations nationales ;
   2. *Souplesse :* Les activités d’appui à la coopération technique et scientifique seront mises en œuvre de manière souple et adaptée, en tenant compte de la diversité des besoins, des conditions et des circonstances des Parties et parties prenantes concernées ;
   3. *Efficience :* Des dispositions seront prises pour veiller à ce que les activités d’appui à la coopération technique et scientifique répondent à des besoins qui n’ont pas encore été satisfaits par les organisations partenaires ;
   4. *Efficacité*: Des mesures seront prises pour veiller à ce que les activités de coopération technique et scientifique produisent les changements souhaités et que les résultats puissent être quantifiés ;
   5. *Approche sur mesure :* Les initiatives de coopération technique et scientifique favoriseront la mise au point de solutions sur mesure susceptibles d’être largement acceptées et adoptées au niveau local ainsi que par les partenaires nationaux et locaux bénéficiaires, et amélioreront les perspectives de durabilité ;
   6. *Approche programmatique :* Les initiatives de coopération technique et scientifique seront menées selon une approche programmatique, en mettant l’accent sur une approche de coopération intégrée reposant sur un plan comportant des étapes et des jalons ainsi qu’un engagement soutenu à long terme plutôt que sur des interventions à court terme et isolées ;
   7. *Partenariats et collaboration*: Les initiatives de coopération technique et scientifique s’appuieront sur un engagement fort avec les partenaires institutionnels et les fournisseurs d’assistance technique, notamment i) les réseaux de recherche et les réseaux spécialisés, ii) les établissements universitaires et scientifiques, iii) le secteur privé, iv) les institutions gouvernementales nationales, infranationales et régionales, v) les organisations non gouvernementales nationales et internationales, y compris les organisations œuvrant dans le domaine des sciences citoyennes, vi) les peuples autochtones et communautés locales, vii) les institutions bilatérales et multilatérales, et viii) les institutions de financement ;
   8. *Respect mutuel :* Les initiatives de coopération technique et scientifique se conformeront aux principes de respect mutuel, d’égalité et d’intérêt mutuel ;
   9. *Respect des exigences réglementaires* : La coopération technique et scientifique sera soumise à des garanties appropriées et sera conforme aux exigences juridiques et réglementaires des pays collaborateurs ;
   10. *Formation et perfectionnement continus :* Les initiatives de coopération technique et scientifique incluront des activités de formation et de perfectionnement continus dans le cadre de l’approche programmatique à long terme en vue de stimuler le développement de technologies nouvelles et de renforcer les connaissances techniques des pays bénéficiaires.
2. **Domaines d’intervention prioritaires**
3. La coopération technique et scientifique à l’appui du cadre mondial de la biodiversité pour l’après‑2020 pourrait être organisée autour des domaines d’intervention suivants :
   1. *Science*: Promotion de la coopération dans le domaine de la recherche pour favoriser l’utilisation efficace de l’information scientifique en faveur de stratégies, de mesures, d’outils et de mécanismes fondés sur des données probantes[[10]](#footnote-11) ;
   2. *Technologie*: Mise au point, transfert, promotion et utilisation de technologies appropriées, y compris de technologies et savoirs autochtones et traditionnels, en vue d’élargir les solutions ;
   3. *Innovation :* Promotion de l’innovation[[11]](#footnote-12).
4. **Activités et modes de coopération technique et scientifique possibles**
5. La coopération technique et scientifique et le transfert de technologie au titre de la Convention pourraient être facilités et renforcés grâce à un certain nombre de mécanismes et de mesures stratégiques, sous réserve de la disponibilité des ressources et conformément au cadre stratégique à long terme pour le renforcement des capacités après 2020 actuellement élaboré. Les options envisageables pourraient être les suivantes :
   1. *Services d’assistance :*
6. Communiquer des informations et des conseils sur la coopération technique et scientifique, en vue de faciliter l’accès aux compétences et au savoir‑faire techniques ;
7. Aider les Parties et, conformément aux législations nationales, les institutions et parties prenantes concernées qui en font la demande, y compris les gouvernements infranationaux ainsi que les peuples autochtones et les communautés locales, à définir leurs besoins et à formuler des propositions de projets pour y répondre ;
   1. *Services de mise en relation :*
8. Collaborer avec un réseau interdisciplinaire de fournisseurs et de partenaires internationaux, régionaux et nationaux[[12]](#footnote-13) pour tirer parti des connaissances techniques et institutionnelles dans les domaines liés à la biodiversité ;
9. Mobiliser une assistance technique grâce à la mise en relation des Parties qui en font la demande, en fonction de leurs besoins, avec les Parties ou les institutions et parties prenantes concernées, notamment les peuples autochtones et les communautés locales, qui sont en mesure de les aider[[13]](#footnote-14) ;
10. Promouvoir ou renforcer les partenariats et les coentreprises pour accélérer le développement et la diffusion de technologies appropriées et de solutions modulables.
11. Promouvoir la participation du secteur privé à l’élaboration de solutions novatrices ;
    1. *Développement d’un réseau et création de partenariats :*
12. Promouvoir et renforcer les réseaux techniques et scientifiques internationaux et régionaux ;
13. Encourager le partage des données de recherche dans le domaine de la biodiversité ;
14. Continuer d’améliorer le suivi de la biodiversité grâce à la coopération, avec le Comité mondial d’observation de la Terre par satellite et le Réseau d’observation de la biodiversité du Groupe sur l’observation de la Terre (GEO-BON), entre autres, en vue d’améliorer l’acquisition, la coordination, la diffusion et l’utilisation des données et services connexes d’observation de la Terre relatifs à la diversité biologique ;
15. Recenser, faire connaître, mettre en relation et renforcer les centres d’expertise ;
    1. *Renforcement des capacités dans le domaine de la coopération technique et scientifique :*
16. Renforcer les institutions scientifiques en facilitant la mise en œuvre de programmes de formation et d’éducation, y compris le parrainage d’experts et de jeunes scientifiques ;
17. Aider les Parties à appliquer et à promouvoir un environnement propice, des cadres réglementaires, des dispositions institutionnelles et des mesures incitatives de nature à stimuler et intensifier l’innovation ;
18. Faciliter la formation professionnelle afin de développer le savoir‑faire technique dans des domaines spécialisés tels que la télédétection, l’analyse et la modélisation de scénarios, l’estimation de la valeur de la biodiversité et des fonctions et services afférents aux écosystèmes, les technologies ADN, l’édition génomique, la biologie de synthèse, l’information de séquençage numérique, l’évaluation de l’état des espèces et des écosystèmes, l’identification spatiale des zones prioritaires en matière de biodiversité, et autres[[14]](#footnote-15) ;
    1. *Facilitation de la recherche et de développement :*
19. Renforcer la capacité qu’ont les institutions scientifiques nationales et infranationales de mener des recherches pertinentes, notamment grâce à des partenariats avec des organisations homologues d’autres pays, à la promotion de projets de recherche conjoints et à l’échange de spécialistes et de personnel ;
20. Créer ou renforcer des programmes d’incubateurs et des mécanismes d’accélérateurs de technologies pour promouvoir et faciliter le développement d’innovations et les solutions en matière de diversité biologique, y compris des technologies et des solutions conçues localement, et des technologies autochtones ;
    1. *Identification et promotion d’initiatives de coopération modèles :*
21. Faciliter l’échange d’informations pertinentes, d’exemples de réussite et de meilleures pratiques, conformément à la stratégie de gestion des connaissances, notamment des informations sur les résultats de la recherche technique et scientifique, les programmes de formation et d’assistance technique pertinents et les mécanismes de financement ;
22. Identifier, répertorier et faire connaître les technologies pertinentes existantes en vue de faciliter leur accessibilité et leur utilisation ;
23. Identifier, promouvoir et faciliter la mise en œuvre et la transposition à plus grande échelle des innovations significatives ;
24. Présenter des projets de coopération exemplaires (pour mettre en lumière leurs points positifs) et des études de cas ;
25. Organiser des foires de la technologie et de l’innovation et des expositions pour faire connaître les technologies et les solutions les plus avancées.
26. Le choix des options à retenir serait déterminé au cas par cas en fonction d’un certain nombre de facteurs, notamment les besoins et la situation de la ou des Parties demandant une assistance, le niveau des ressources techniques et financières nécessaires, la capacité des pays d’absorber et de maintenir ces technologies et d’autres considérations.
27. Compte tenu de l’expérience passée, on s’attend à ce que les voies et les mesures susmentionnées aident à surmonter certains des difficultés et des problèmes qui entravent la coopération technique et scientifique. On pourrait ainsi favoriser notamment :
    1. *Une augmentation du nombre de partenariats de coopération fructueux mis en place :* En intensifiant les activités et en accroissant les ressources pour répondre à la plupart des demandes d’assistance présentées par les Parties et les institutions compétentes pour répondre aux besoins techniques et scientifiques ;
    2. *Un renforcement des réseaux existants :* Dans le cadre de partenariats et de programmes d’échange entre les Parties et les partenaires techniques, de la formation technique, du transfert de connaissances locales et du partage d’équipement et d’expertise entre institutions et pays ;
    3. *Une plus grande visibilité et une utilisation accrue des technologies et des solutions locales et autochtones :* En soutenant le développement et la promotion de technologies et de solutions endogènes afin de favoriser la durabilité et de réduire la dépendance vis‑à‑vis des technologies extérieures.
28. **Options concernant les modalités et mécanismes institutionnels**
29. Pour renforcer la coopération technique et scientifique à l’appui du cadre mondial de la biodiversité pour l’après‑2020, il faut une structure de gouvernance et des mécanismes opérationnels efficaces ainsi que des ressources financières et humaines adéquates.
30. Sur le plan de la gouvernance, la Conférence des Parties définirait les orientations stratégiques et politiques générales. Le Groupe consultatif informel sur la coopération technique et scientifique, qui sera créé par la Conférence des Parties à sa quinzième réunion en application du paragraphe 5 de la décision 14/24 B, formulerait des avis et des recommandations sur les questions programmatiques et opérationnelles. Le mandat proposé pour le Groupe consultatif informel est présenté à l’appendice I ci‑après.
31. Les options envisageables concernant les mécanismes institutionnels et opérationnels permettant de faciliter et de renforcer la coopération technique et scientifique dans le cadre de la Convention pourraient être les suivantes :
    1. Un centre mondial de soutien à la coopération technique et scientifique distinct du Secrétariat, qui travaillerait en étroite collaboration avec divers prestataires d’assistance technique ;
    2. Des centres régionaux et/ou sous‑régionaux de soutien à la coopération technique et scientifique désignés par la Conférence des Parties ;
    3. Des initiatives et programmes mis en œuvre/coordonnés par le Secrétariat, en collaboration avec des partenaires.

*Option A: Centre mondial d’appui à la coopération technique et scientifique*

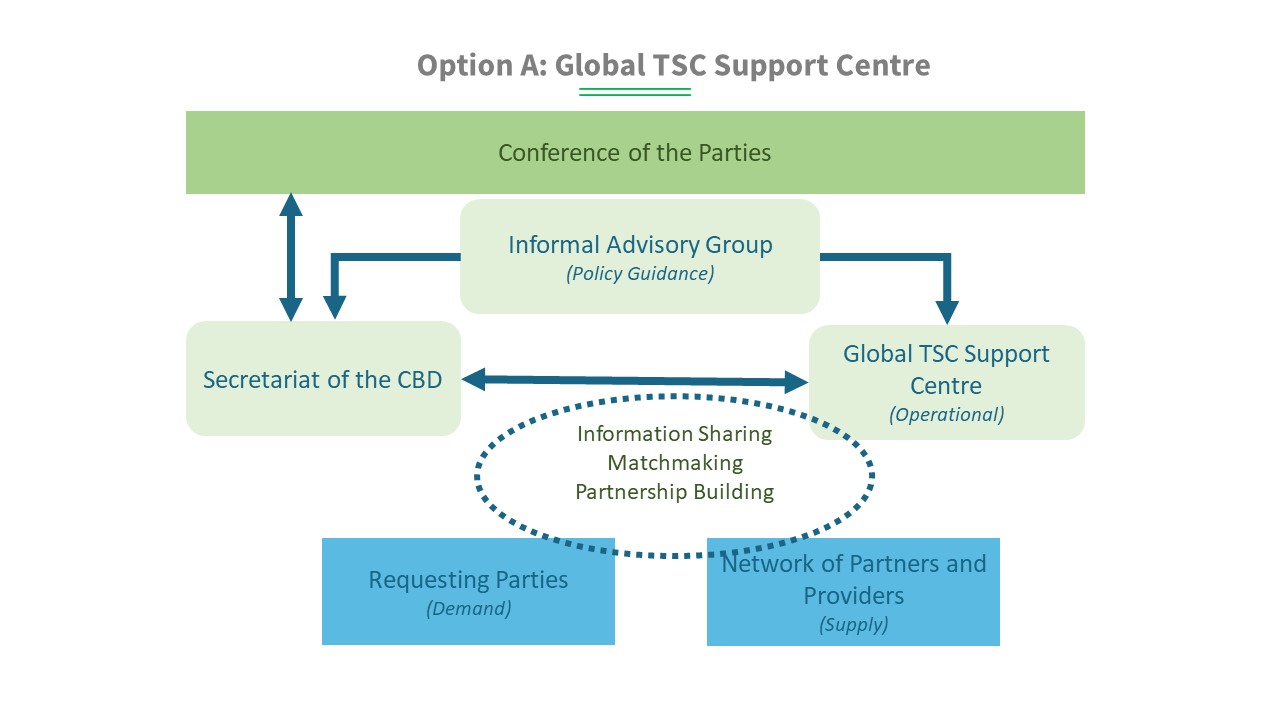
1. Cette option consisterait à promouvoir et à faciliter la coopération technique et scientifique et le transfert de technologie en créant un centre mondial de la coopération technique et scientifique autonome, qui ne relèverait pas du Secrétariat de la Convention. Cette entité opérationnelle serait hébergée et gérée par une institution internationale renommée qui serait désignée par la Conférence des Parties et pourrait fonctionner sur le modèle d’entités telles que le Centre‑Réseau des technologies climatiques (CRTC), organe opérationnel du mécanisme technologique de la Convention-Cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (CCNUCC) qui est hébergé par le Programme des Nations Unies pour l’environnement et l’Organisation des Nations Unies pour le développement industriel (ONUDI) [[15]](#footnote-16). Les critères de sélection de l’institution qui accueillerait le centre seraient examinés et approuvés par la Conférence des Parties à sa quinzième réunion.
2. Le centre mondial d’appui aurait pour mandat de mobiliser des ressources pour promouvoir et faciliter la coopération technique et scientifique et le transfert de technologie entre les Parties en vue de la mise en œuvre du cadre mondial de la biodiversité pour l’après‑2020. Il servirait de guichet unique permettant aux Parties de présenter leurs demandes d’assistance ou leurs propositions de coopération technique et scientifique et de soutien. Ses fonctions précises seraient notamment les suivantes :
   1. Fournir des services d’assistance : fournir, à la demande des Parties et des institutions et parties prenantes concernées, y compris les peuples autochtones et les communautés locales, des informations, des conseils et un appui technique pour définir leurs besoins et élaborer des propositions de projets ciblés, en collaboration avec un réseau de partenaires institutionnels et de consultants techniques en vue de tirer parti de leur savoir‑faire et de mobiliser les compétences techniques ;
   2. Faciliter la mise en relation : mettre en relation les Parties qui présentent une demande, sur la base de leur évaluation de leurs besoins et de leur priorité, et les partenaires pertinents du réseau mentionné ci‑dessus ;
   3. Fournir des services d’appui aux projets : contribuer à la mise en œuvre de projets de coopération technique et scientifique visant à :

i) Promouvoir les partenariats Nord‑Sud, Sud‑Sud et triangulaires, selon une approche programmatique ;

ii) Faciliter la mise au point, le transfert et la diffusion des technologies, y compris des outils et des techniques, des initiatives à grande échelle, des connaissances autochtones et traditionnelles et des solutions locales novatrices qui existent déjà ;

1. Faciliter l’accès aux connaissances, informations et données scientifiques, ainsi qu’aux savoirs autochtones et traditionnels, et leur utilisation ;
   1. Faciliter l’échange d’informations en recueillant et en communiquant au centre d’échange les informations visées au sous‑alinéa i) de l’alinéa f) du paragraphe 10 ci‑dessus ;
   2. Exécuter d’autres activités nécessaires à l’exercice de ses fonctions.
2. Le centre mondial travaillerait sous la direction stratégique de la Conférence des Parties et tiendrait compte des orientations et recommandations du Groupe consultatif informel dont il est question au paragraphe 14 ci‑dessus. Le centre présenterait des rapports d’activité à la Conférence des Parties par l’intermédiaire du Secrétariat de la Convention. Une illustration schématique du cadre opérationnel envisageable pour le centre mondial et de son rapport avec la Conférence des Parties et les autres parties prenantes est présentée à la figure 1 ci‑dessous.

**Figure 1. Représentation schématique du mécanisme institutionnel mondial d’appui à la coopération technique et scientifique**

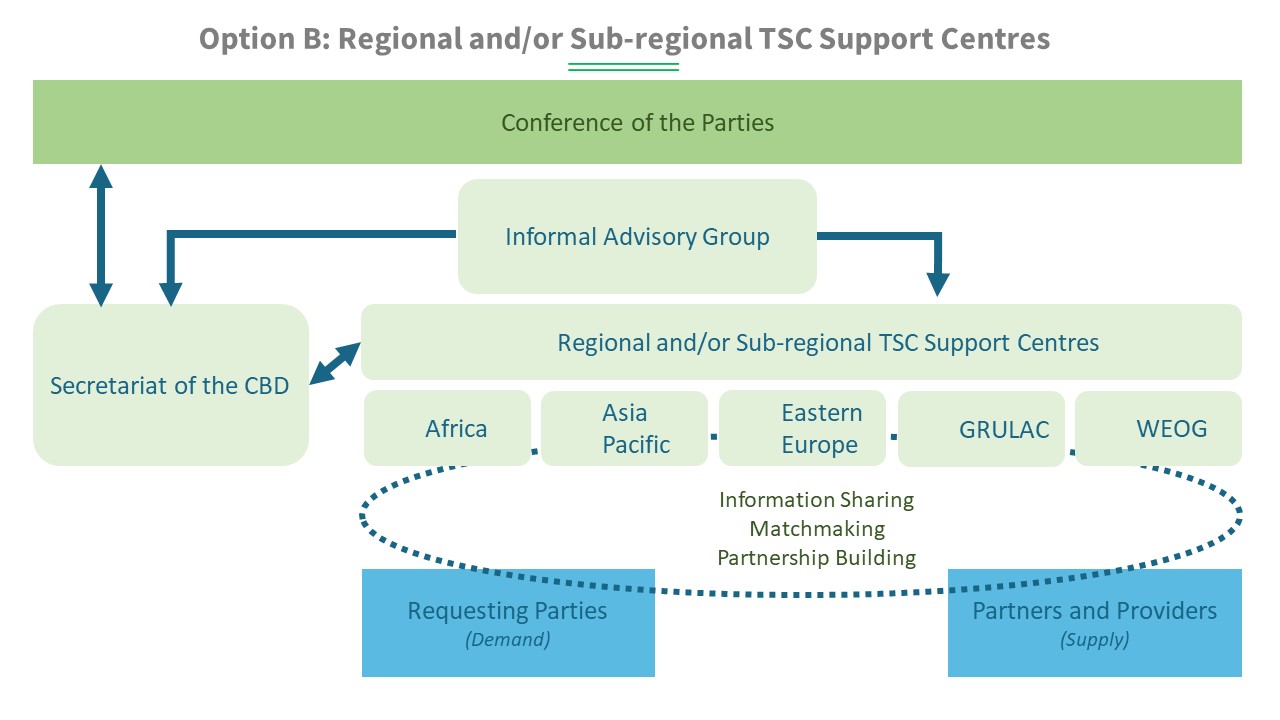
****

1. Le centre mondial d’appui aurait besoin de ressources propres pour ses opérations. Si cette option est retenue, la Conférence des Parties pourrait demander au mécanisme de financement de la Convention et à d’autres donateurs de financer le centre mondial afin que celui‑ci puisse fournir en temps voulu l’appui dont les Parties ont besoin pour accéder aux technologies, aux compétences et autres moyens techniques pertinents qui leur permettront de mettre en œuvre efficacement le cadre mondial de la biodiversité pour l’après‑2020.

*Option B: Centres régionaux ou sous‑régionaux d’appui à la coopération technique et scientifique*

1. Cette option consisterait à promouvoir et à faciliter la coopération technique et scientifique et le transfert de technologie par l’intermédiaire des centres régionaux ou sous‑régionaux désignés par la Conférence des Parties. Les centres d’appui régionaux seraient hébergés dans des institutions partenaires existantes qui possèdent les compétences et les capacités institutionnelles voulues pour fournir une assistance technique aux pays de la région ou de la sous‑région qui en feraient la demande et pour mobiliser des ressources dans le cadre de projets de coopération scientifique et technique dans leur région respective[[16]](#footnote-17). Les critères de sélection des institutions qui accueilleraient les centres seraient examinés et approuvés par la Conférence des Parties à sa quinzième réunion.
2. Les centres d’appui régionaux rempliraient des fonctions similaires à celles du centre mondial décrites ci‑dessus, mais opéreraient au niveau de leurs régions ou sous‑régions respectives. Le cas échéant, ils se coordonneraient avec d’autres centres pour mobiliser toutes les compétences nécessaires à la mise en œuvre du cadre mondial de la biodiversité pour l’après‑2020 et pour répondre aux priorités recensées dans leurs régions ou sous‑régions.
3. Les centres travailleraient sous la direction stratégique de la Conférence des Parties et tiendraient compte des orientations et recommandations pertinentes du Groupe consultatif informel décrites au paragraphe 14 ci‑dessus. Les centres présenteraient des rapports d’activité à la Conférence des Parties par l’intermédiaire du Secrétariat de la Convention. On trouvera à la figure 2 ci‑dessous une illustration schématique du mécanisme institutionnel régional proposé pour promouvoir et appuyer la coopération technique et scientifique, y compris le rapport entre les éléments susmentionnés, la Conférence des Parties et les autres parties prenantes.

**Figure 2 Représentation schématique du mécanisme institutionnel régional d’appui à la coopération technique et scientifique**

****

*Option C: Appui à la coopération technique et scientifique dans le cadre de programmes coordonnés par le Secrétariat*

1. Cette option consisterait à continuer de promouvoir et de faciliter la coopération technique et scientifique et le transfert de technologie dans le cadre de programmes coordonnés par le Secrétariat de la Convention en collaboration avec des partenaires tels que l’Initiative Bio‑Bridge, l’Initiative de restauration des écosystèmes forestiers, l’Initiative taxonomique mondiale et l’Initiative pour des océans durables. Chaque programme mettrait en œuvre des interventions ciblées dans un domaine thématique spécifique. Le Secrétariat présenterait à la Conférence des Parties des rapports d’activité qui tiendraient compte des orientations données par le Groupe consultatif informel, comme indiqué au paragraphe 14 ci‑dessus. Les activités différeraient d’un programme à l’autre, en fonction des priorités et des conditions des donateurs.
2. Le Secrétariat continuerait en outre à promouvoir et faciliter la coopération technique et scientifique en concluant des accords de partenariat et en exécutant des programmes de collaboration avec divers partenaires, notamment des instituts de recherche et des universités, des organisations et réseaux internationaux. Ces partenaires potentiels pourraient inclure les suivants : Centre‑Réseau des technologies climatiques (par exemple pour promouvoir des solutions écosystémiques au changement climatique), International Barcode of Life (iBOL), Système mondial d’information sur la biodiversité, Groupe consultatif pour la recherche agricole internationale (CGIAR), Réseau d’observation de la biodiversité du Groupe sur l’observation de la Terre (GEO-BON), Partenariat mondial pour la conservation des plantes; Partenariat de collaboration sur la gestion durable de la faune, Partenariat relatif aux indicateurs de biodiversité, Réseau mondial des centres de ressources biologiques, Partenariat mondial d’information sur les espèces exotiques envahissantes, Global Genome Biodiversity Network, Initiative sur la diversité biologique des océans du monde (GOBI), Initiative pour des océans durables, Consortium de partenaires scientifiques sur la biodiversité[[17]](#footnote-18).
3. Afin de faciliter de manière effective la coopération technique et scientifique à l’appui du cadre mondial de la biodiversité pour l’après 2020, le Secrétariat devra pouvoir compter sur un soutien financier adéquat et prévisible. Le budget de base du Secrétariat devrait prévoir des postes de spécialistes de la coopération technique et scientifique ainsi qu’un financement des activités de base.

*Rôle du Secrétariat de la Convention sur la diversité biologique*

1. Conformément aux dispositions de l’article 24 de la Convention, le Secrétariat de la Convention devrait :
   1. Élaborer les documents et rapports pertinents sur la coopération technique et scientifique et le transfert de technologie (articles 16 à 18 de la Convention) pour la Conférence des Parties et ses organes subsidiaires ;
   2. Recueillir les informations pertinentes relatives à la coopération technique et scientifique et au transfert de technologie dans le domaine de la diversité biologique et les diffuser par l’intermédiaire du centre d’échange, conformément à la stratégie de gestion des connaissances ;
   3. Travailler en collaboration, selon qu’il convient, avec les secrétariats des conventions liées à diversité biologique, les organismes compétents des Parties, le Consortium de partenaires scientifiques, la plateforme « entreprises et biodiversité » et d’autres réseaux et initiatives pertinents qui possèdent une expertise technique et scientifique ou associées à la coopération ;
   4. Organiser avec des partenaires des forums scientifiques sur la biodiversité, des expositions sur la technologie et l’innovation et d’autres manifestations en marge des réunions internationales ;
   5. Exécuter toute autre activité nécessaire à l’exercice de ses fonctions.

*Annexe II*

**PROJET DE MANDAT DU Groupe CONSULTATIF INFORMEL Sur LA COOPÉRATION TECHNIQUE ET SCIENTIFIQUE**

**1. Contexte général**

1. Conformément à l’article 18 de la Convention sur la diversité biologique, les Parties contractantes doivent encourager la coopération technique et scientifique internationale dans le domaine de la conservation et de l’utilisation durable de la diversité biologique, le cas échéant, par l’intermédiaire des institutions internationales et nationales compétentes, y compris en encourageant la mise en valeur des ressources humaines et le renforcement des institutions, en encourageant et développant des méthodes de coopération pour l’élaboration et l’utilisation de technologies (dont les technologies autochtones et traditionnelles), en favorisant la coopération pour la formation du personnel et l’échange d’experts et en encourageant l’établissement de programmes de recherche conjoints et de coentreprises pour le développement de technologies en rapport avec les objectifs de la Convention. L’article 18 souligne également l’importance du centre d’échange pour encourager et faciliter la coopération technique et scientifique.
2. Dans les décisions VII/29, VIII/12, [IX/14](https://www.cbd.int/doc/decisions/cop-09/cop-09-dec-14-fr.pdf), [X/15](https://www.cbd.int/doc/decisions/cop-10/cop-10-dec-15-fr.pdf), [X/16](https://www.cbd.int/doc/decisions/cop-10/cop-10-dec-16-fr.pdf), [XII/2](https://www.cbd.int/doc/decisions/cop-12/cop-12-dec-02-fr.pdf), [XIII/23](https://www.cbd.int/doc/decisions/cop-13/cop-13-dec-23-fr.pdf) et [XIII/31](https://www.cbd.int/doc/decisions/cop-13/cop-13-dec-31-fr.pdf), la Conférence des Parties a adopté un certain nombre de mesures et donné des orientations sur diverses questions concernant la coopération technique et scientifique et le transfert de technologie.
3. Dans sa décision 14/24, la Conférence des Parties a en outre décidé d’envisager de créer, à sa quinzième réunion, un groupe consultatif informel sur la coopération technique et scientifique, qui entrera en fonction à la fin du mandat du comité consultatif informel actuel du centre d’échange en 2020, et qui sera chargé de fournir des avis à la Secrétaire exécutive sur des mesures concrètes, des outils et des possibilités de promouvoir la coopération technique et scientifique en vue d’assurer l’application effective de la Convention.

**2. Objet**

1. Le Groupe consultatif informel sur la coopération technique et scientifique conseillera la Secrétaire exécutive sur les moyens de promouvoir et de faciliter la coopération technique et scientifique, le transfert de technologie, le renforcement des capacités, la gestion des connaissances et le centre d’échange pour soutenir le cadre mondial de la biodiversité pour l’après‑2020. En particulier, le Groupe consultatif informel donnera des conseils, des orientations et des recommandations sur :
2. Les mesures et approches concrètes visant à promouvoir la coopération technique et scientifique en vue de l’application effective de la Convention ;
3. Les mesures visant à renforcer la collaboration avec d’autres accords, organisations et processus internationaux compétents dans le cadre des initiatives de coopération technique et scientifique et de transfert de technologie ;
4. Les approches stratégiques visant à répondre aux besoins et aux priorités des Parties par la mise en œuvre programmatique d’initiatives de coopération technique et scientifique établies au titre de la Convention ;
5. Le suivi de la mise en œuvre des stratégies de coopération technique et scientifique, de renforcement des capacités et de gestion des connaissances à l’appui du cadre mondial de la biodiversité pour l’après‑2020, dans une perspective de cohérence et de continuité ;
6. L’élaboration et la mise en œuvre d’outils et de mécanismes visant à promouvoir et à faciliter la coopération technique et scientifique, le renforcement des capacités et la gestion des connaissances, y compris la science et les systèmes de savoirs traditionnels ;
7. Les questions relatives au centre d’échange et, en particulier, les moyens d’améliorer son efficacité en tant que mécanisme de promotion et de facilitation de la coopération technique et scientifique et de l’échange d’informations ;
8. Les possibilités de mobilisation de ressources techniques et financières pour promouvoir et soutenir les activités de coopération technique et scientifique ;
9. L’identification et la cartographie des activités de collaboration existantes.
10. Le secrétariat de la Convention sur la diversité biologique appuiera les travaux du Groupe consultatif informel, notamment en lui fournissant l’appui logistique et administratif nécessaire à ses travaux.

**3. Statut de membre**

1. Le Groupe consultatif informel sera composé d’experts désignés par les Parties, en veillant à assurer une représentation régionale équitable et l’équilibre entre les sexes, ainsi que d’experts des peuples autochtones et des communautés locales et des organisations concernées. Le nombre d’experts représentant des organisations ne devra pas dépasser le nombre d’experts désignés par les Parties. Les membres seront sélectionnés sur la base des critères suivants, qui devront figurer dans leur curriculum vitae :
   1. Au moins cinq ans d’expérience professionnelle dans des domaines techniques et scientifiques se rapportant à l’application de la Convention sur la diversité biologique et/ou d’autres accords et processus internationaux concernés ;
   2. Des compétences utiles en ce qui concerne la coopération technique et scientifique, le renforcement des capacités, la gestion des connaissances et le centre d’échange ou des plateformes similaires de partage d’informations en ligne ;
   3. Une expérience avérée des processus et programmes de coopération régionale ou internationale dans le domaine de la biodiversité et/ou de l’environnement.
2. Les coprésidents du Consortium de partenaires scientifiques sur la biodiversité seront invités en tant que membres *ex officio*.
3. Les membres du Groupe consultatif informel seront sélectionnés dans le cadre d’un processus officiel de nomination fondé sur les critères susmentionnés. La Secrétaire exécutive pourra, en consultation avec les coprésidents du Groupe consultatif informel, inviter des experts supplémentaires pour des questions ou des thèmes particuliers examinés aux réunions pertinentes du Groupe consultatif informel, en veillant à équilibrer le nombre d’experts des questions relatives à la Convention. Les membres siégeront à titre personnel et non pas en tant que représentant d’un gouvernement, d’une organisation ou d’une autre entité.
4. Les membres du Groupe consultatif informel siégeront pour un mandat de deux ans, qui pourra être prolongé de deux ans.

**4. Mode de fonctionnement**

1. Le Groupe consultatif se réunira en personne au moins une fois par an, dans la limite des ressources disponibles, si possible en marge d’autres réunions. La fréquence des réunions pourra être modifiée par les membres au besoin. Le Groupe travaillera entre les sessions, selon qu’il conviendra, et à distance par voie électronique.
2. Le Groupe consultatif pourra, selon qu’il conviendra, créer des sous‑comités et recruter des experts pour l’aider dans ses travaux sur des questions ou des domaines thématiques particuliers.
3. Les membres du Groupe consultatif ne recevront de l’Organisation des Nations Unies ni honoraires, ni rémunérations, ni autres rétributions. Toutefois, les frais de participation des membres du Groupe désignés par les pays en développement parties et les Parties dont l’économie est en transition seront pris en charge, conformément aux règles et règlements des Nations Unies.
4. Le Groupe consultatif informel élira deux coprésidents qui siégeront pendant une période de deux ans.
5. La langue de travail du Groupe sera l’anglais.

\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

1. Voir le document d’orientation à l’adresse https://www.cbd.int/doc/meetings/cop/cop‑13/information/cop‑13‑inf‑22‑en.pdf et l’aperçu dans la section II du présent document. [↑](#footnote-ref-2)
2. Voir [UNEP/CBD/WGRI/5/3/Add.1](https://www.cbd.int/doc/meetings/wgri/wgri-05/official/wgri-05-03-add1-fr.pdf) [↑](#footnote-ref-3)
3. Voir [UNEP/CBD/COP/8/19/Add.2](https://www.cbd.int/doc/meetings/cop/cop-08/official/cop-08-19-add2-fr.pdf) [↑](#footnote-ref-4)
4. Voir [UNEP/CBD/WG‑RI/3/10](https://www.cbd.int/doc/meetings/wgri/wgri-03/official/wgri-03-10-fr.pdf) [↑](#footnote-ref-5)
5. En application du paragraphe 2 de l’article 18 de la Convention. [↑](#footnote-ref-6)
6. En application du paragraphe 4 de l’article 18 de la Convention. [↑](#footnote-ref-7)
7. En application de l’article 12 de la Convention. [↑](#footnote-ref-8)
8. En application du paragraphe 2 de l’article 17 de la Convention. [↑](#footnote-ref-9)
9. Ces principes directeurs sont conformes aux principes normatifs et opérationnels énoncés dans le Plan‑cadre contenant des directives opérationnelles sur l’appui des Nations Unies à la coopération Sud‑Sud et à la coopération triangulaire (SSC/19/3). [↑](#footnote-ref-10)
10. En vertu des paragraphes b) et c) de l’article 12 de la Convention, les Parties sont tenues de favoriser et d’encourager la recherche qui contribue à conserver la diversité biologique et à en assurer l’utilisation durable, en particulier dans les pays en développement, notamment, en se conformant entre autres aux décisions de la Conférence des Parties faisant suite aux recommandations de l’Organe subsidiaire chargé de fournir des avis scientifiques, techniques et technologiques, et aux dispositions des articles 16, 18 et 20, et d’encourager l’exploitation des progrès de la recherche scientifique sur la diversité biologique pour mettre au point des méthodes de conservation et d’utilisation durable des ressources biologiques, et de coopérer à cet effet. [↑](#footnote-ref-11)
11. Aux fins du présent document, l’innovation est considérée comme un processus englobant la conception, l’expérimentation, l’application et l’exploitation à grande échelle de nouvelles idées et solutions en faveur d’un changement transformateur et profond. [↑](#footnote-ref-12)
12. Notamment, mais pas exclusivement, les réseaux spécialisés, les établissements universitaires et scientifiques, le secteur privé, les organisations gouvernementales et non gouvernementales, les communautés autochtones et locales, les institutions bilatérales et multilatérales et les institutions de financement. [↑](#footnote-ref-13)
13. Ibid. [↑](#footnote-ref-14)
14. Conformément à la décision 14/24 B de la Conférence des Parties. [↑](#footnote-ref-15)
15. Pour plus de renseignements, voir UNEP/CBD/SBSTTA/19/INF/13 et https://www.ctc-n.org/ [↑](#footnote-ref-16)
16. Les centres régionaux ou sous‑régionaux pourraient fonctionner de la même manière que des entités telles que les centres régionaux et sous‑régionaux créés au titre de la Convention de Stockholm, qui fournissent une assistance technique et favorisent le transfert de technologie aux pays en développement parties et aux Parties à économie en transition pour leur permettre de remplir leurs obligations conformément à la Convention de Stockholm (voir http://chm.pops.int/Partners/RegionalCentres/Overview/tabid/425/Default.aspx) [↑](#footnote-ref-17)
17. Un aperçu des autres initiatives pertinentes est présenté dans les documents [UNEP/CBD/WGRI/5/3/Add.1](https://www.cbd.int/doc/meetings/wgri/wgri-05/official/wgri-05-03-add1-fr.pdf) et UNEP/CBD/WGRI/5/INF/2. [↑](#footnote-ref-18)